CAHIERS
DE LA
GUERRE ECONOMIQUE

Pétrole et renseignement

DEUXIÈME PARTIE

#5

EGE

Les cahiers de la guerre économique

Pétrole et renseignement[1]

5

Deuxième partie

Introduction **5**

Royaume-Uni : une nouvelle énergie au service d'un empire **6**

États-Unis : l'arme géopolitique du pétrole **18**

Russie : le contrôle d'une ressource vitale pour la résilience du modèle russe **36**

France : une solution tardive pour limiter la dépendance **62**

Conclusion **82**

Notes **88**

Introduction

Les États-Unis, la Grande Bretagne et la Russie ont saisi très tôt l'importance de l'enjeu du pétrole. Acteurs principaux du premier affrontement économique sur la question du pétrole, ces puissances ont eu recours à des manœuvres subversives pour s'imposer sur le terrain (luttes d'influence politiques et géopolitiques dans le but d'obtenir l'exclusivité des concessions opérations de déstabilisation et manipulation des autorités locales, sabotage des puits de l'adversaire...). Force est de constater que parmi toute cette panoplie de méthodes offensives, le renseignement a joué un rôle décisif dans la phase d'appropriation des gisements pétrolifères.

La France a accumulé beaucoup de retard pour définir une politique de puissance par rapport au pétrole. L'importance des enjeux énergétiques, soulignée par l'affaire de Suez, ont obligé les autorités françaises à se montrer plus agressive pour préserver les possibilités d'exploitation pétrolière durant la dernière période de son empire colonial.

L'objectif de cette étude est d'expliciter l'usage des services de renseignement dans la problématique pétrolière par le Royaume-Uni, les États-Unis, la Russie et la France au cours du XX^{e} siècle.

Christian Harbulot

Royaume-Uni

Une nouvelle énergie au service d'un empire

CAHIERS DE LA GUERRE ECONOMIQUE

Le modèle de pensée britannique engagé avec Sir Halford John Mackinder[2], a placé la conquête territoriale et les ressources stratégiques au cœur de la politique étrangère de l'Empire. Puissance maritime de premier ordre, la Royal Navy et les entreprises pétrolières ont été soutenues par les services de renseignement dans la défense des intérêts de l'Empire. L'accroissement de puissance par le pétrole a transformé les règles du jeu et a révolutionné les stratégies de conquête, faisant de l'Empire britannique un empire colonial motivé par les ressources. Les services de renseignement étant un élément constitutif de la politique étrangère, toutes les techniques subversives, ruses et stratagèmes, ont été mises en œuvre pour défendre et développer la ressource stratégique que représente le pétrole.

Ce patriotisme économique est toujours en vigueur de nos jours. Sir John Sawers, ancien diplomate et directeur du SIS de 2009 à 2014, siège au conseil d'administration du pétrolier britannique BP depuis 2015, dont l'ancêtre n'est autre que l'Anglo-Persian Oil Company.

Entamée dès la révolution industrielle anglaise, la capacité à se projeter sur le futur par l'anticipation des besoins énergétiques, a fortement contribué à accroître la puissance économique de l'Empire britannique, en particulier avec le charbon. À partir des années 1910,

la Royal Navy et Winston Churchill, alors premier Lord de l'Amirauté, s'engagent dans la modernité pétrolière. Le charbon atteignant son pic historique d'extraction, la politique énergétique sera désormais basée sur le pétrole, à commencer par les cuirassés de la Royal Navy. Derrière la progression des entreprises britanniques sur le marché de l'or noir, se cachent les actions de des services de renseignement britanniques.

« La Grande Bretagne a réagi sur le pétrole comme elle l›avait fait antérieurement pour le coton, en mobilisant ponctuellement toutes les élites privées et publiques concernées par la défense des intérêts de son empire colonial. » Le rôle du SIS a été prépondérant dans l'intégration des industriels dans l'expansion pétrolière.

Le renseignement britannique au service de la cause pétrolière de l'empire

Au début des années 1900, le Shah d'Iran donne à William Knox D'Arcy, un homme d'affaires anglais, une concession pour exploiter les gisements de pétrole de son pays. Un agent britannique, « Sidney Reilly »[3], sut se montrer assez convaincant pour se faire remettre le précieux document qui fut exploité par la suite par l'Anglo-Persian Oil Company. L'exploit de cet agent *freelance* du service secret anglais permit à Winston

Churchill, alors Premier Lord de l'Amirauté, de disposer de ses propres ressources pétrolières et de sécuriser les approvisionnements de la flotte britannique. Churchill nationalise l'Anglo-Persian Oil Company en 1914 à hauteur de 51%.

À la fin de la Grande Guerre, la bataille entre les services de renseignement anglais et allemands pour le contrôle des gisements pétroliers de Bakou est intense. Ancien agent au sein du *British Raj* et désormais affilié au MI5, le rôle de Reginald Teague Jones, aussi connu sous le nom de Ronald Sinclair, a été décisif dans la poursuite du Grand Jeu contre son homologue allemand Wilhelm Wassmuss[4]. Les ressources pétrolières de l'Allemagne s'appuient alors seulement sur la Roumanie. L'Angleterre parvient à faire front aux troupes allemandes, c'est le blocage de Bakou. Additionné à l'approvisionnement en pétrole des Alliés par les Américains de la Standard Oil, c'est le coup de grâce pour l'Allemagne. « Le pétrole avait prouvé qu'il était au centre de la géopolitique »[5]. Dans la continuité de la théorie de Sir Mackinder, c'est autour du golfe Persique et du golfe Arabique que se trouve le pivot de la stratégie de l'Empire britannique, qui commence à dessiner les contours des futurs accords Sykes-Picot.

À la fin de la Grande Guerre, la Grande-Bretagne ne retire pas ses troupes du golfe Persique, bien au contraire. Cette

zone est devenue un « lac britannique » face à l'Empire ottoman amoindri. L'expansion de l'Empire britannique en Mésopotamie pour contrôler la région et défendre ses intérêts stratégiques pétroliers, a largement été permise par un autre agent de renseignement, Gertrude Bell[6].

Lors de la signature des accords de Sykes-Picot en 1916. L'Empire ottoman est alors découpé en deux zones : la France récupère la tutelle de la Syrie et de l'Iran, alors que l'Empire britannique prend la tutelle de la Palestine et de la Mésopotamie. Là encore, les services de renseignement britanniques ont habilement manœuvré pour récupérer les terres pétrolifères de Perse alors initialement promises aux Arabes puis aux Français.

Comme Lawrence d'Arabie avant lui, Harry Saint-John Philby, est envoyé en Arabie saoudite par Gertrude Bell, alors représentante du Bureau Arabe installé au Caire. Fils d'un planteur de thé, Philby n'est pas issu de l'aristocratie britannique. Ancien agent secret durant la Première Guerre mondiale et diplômé de Cambridge, Philby est en profond désaccord avec la politique étrangère britannique au Moyen-Orient. En 1924, Philby quitta le service de renseignement britannique pour devenir le conseiller personnel d'Ibn Saoud, le roi d'Arabie saoudite. La duplicité de la Grande-Bretagne à l'égard des arabes, mêlée au sentiment de haine qu'il voue

à sa patrie, le conduisent à commettre une redoutable trahison pour l'Empire, dont les conséquences façonnent encore les relations internationales au Moyen-Orient. Par la suite, Saint-John Philiby conseilla à Ibn Saoud de préférer, pour l'exploitation de ses pétroles, la Standard Oil of California à l'Anglo-Persian Oil Company, donc les États-Unis à la Grande-Bretagne »[7].

La guerre froide donne de nouvelles dimensions stratégiques aux enjeux pétroliers

Le blocus de Berlin de 1948 a laissé des traces dans les mémoires : la crainte que les troupes ne soient pas en mesure d'arrêter la progression de l'URSS et la crainte de la perte des compagnies pétrolières d'Iran, d'Irak et du golfe Persique[8].

Une dimension défensive

Le projet *NSC 26 Removal and Demolition of Oil Facilities, Equipment and Supplies in the Middle East*[9] est initié par la CIA en 1948, en coopération avec le Foreign Office et le Secret Intelligence Service (ex MI6). Ce projet a pour objectif de détruire les stocks de carburant disponibles et de mettre hors service les installations par des démolitions sélectives temporaires, de manière

à pouvoir les exploiter de nouveau après l'éviction de l'URSS.

Pour réussir, les opérations du NSC 26 doivent impliquer à la fois les compagnies pétrolières et les forces armées. Le *Foreign office* cache aux Américains le fait que les pétroliers britanniques ont accepté de coopérer en faisant exclusivement appel à l'armée. Les Britanniques craignent non seulement des conséquences économiques si des fuites étaient observées par les Américains vers les gouvernements locaux, mais aussi que les compagnies pétrolières américaines tentent de sous-coter le pétrole au Moyen-Orient. Seulement, ce plan doit être modifié pour plusieurs raisons. Premièrement à cause des défaillances identifiées sur les délais de mise en œuvre des démolitions sélectives dont certaines pourraient se révéler irréversibles et de l'émergence d'installations pétrolières iraniennes qui échappent au contrôle des Britanniques. Deuxièmement, en raison de la montée des nationalismes, en Iran notamment, des guerres régionales et des invasions soviétiques.

Le NSC 26 est alors modifié dans les années 1950 par un plan plus protectionniste : *« NSC 5714 Protection and Conservation of Middle East Oil Resources and Facilities »*[10]. Le recours aux compagnies pétrolières est abandonné, l'action des armées renforcées, la destruction des stocks

est maintenue, des destructions de terrains et de moyens d'approvisionnement sont prévues, et l'utilisation de frappes aériennes par bombes conventionnelles et nucléaires est envisagée. Fort heureusement ces plans n'ont jamais été appliqués mais ces stratégies secrètes montrent à quel point le pétrole est intégré aux scenarii des confrontations géostratégiques. Le pétrole ne doit pas tomber dans les mains de l'adversaire à cause de son importance pour le fonctionnement des économies mais aussi pour comme un des principaux leviers logistiques de l'effort de guerre.

Une dimension offensive

Selon les révélations d'Edward Snowden au journal *The Guardian*, la sécurité de l'approvisionnement énergétique mondial est l'une des questions les plus importantes pour les agences de renseignement[11]. C'est le cas du Global Communication Headquarter (GCHQ)[12] qui s'implique directement dans la problématique pétrolière de manière protectionniste et préventive mais également de manière agressive envers la concurrence sur le marché pétrolier.

En 2010 le GCHQ a utilisé les réseaux sociaux[13] comme porte d'entrée pour organiser des attaques ciblées vers neuf employés de l'OPEP. Ces attaques ont permis au

GCHQ d'infiltrer le réseau informatique de l'OPEP à Vienne et d'acquérir des droits administrateur réseau afin d'accéder à deux serveurs contenant des informations confidentielles et stratégiques[14].

Le rapport annuel 2019 du *National Cyber Security Center* (NCSC)[15], branche cyber du GCHQ, révèle que des cyber-attaques dans le secteur de l'énergie pourraient perturber l'approvisionnement en hydrocarbures et le fonctionnement de plus en plus digitalisé des raffineries. Le NCSC intervient dans les entreprises du secteur pétrolier pour examiner, conseiller et moderniser les systèmes d'information, en augmentant considérablement leur résilience par la simulation de cyber-attaques et la définition de standards sécurisés. Le cyberespace est devenu un nouveau terrain d'affrontement pour les opérations des services de renseignement dans lequel la problématique pétrolière conserve un enjeu stratégique majeur.

Les Etats-Unis

L'arme géopolitique du pétrole

CAHIERS
DE LA
GUERRE ECONOMIQUE

Au siècle dernier, les États-Unis ont conditionné une partie non négligeable de leur politique étrangère à partir des enjeux pétroliers, notamment dans la zone du Moyen-Orient. Les services de renseignement américains ont complété l'action de la diplomatie américaine, y compris par des opérations clandestines destinées à appuyer l'instauration de régimes favorables aux États-Unis d'Amérique.

Le cas d'école de l'Aramco, un « État » dans l'État au service de la puissance américaine

Des années 1930 aux années 1970, la politique pétrolière des États-Unis a été marquée par des intérêts de sécurité et de prospérité économique. Sous couvert d'un non-impérialisme, la puissance américaine a, en réalité, mené un contrôle du pétrole et de ses cours en Arabie saoudite. S'assurant d'une part une sécurité énergétique, et d'autre part une pérennité de son consortium pétrolier, L'Aramco a sans aucun doute permis d'acquérir une part massive du marché pétrolier au Moyen-Orient, dictant indéniablement les liens unissant l'État fédéral et le Royaume.

La genèse d'Aramco

La Grande Dépression survenue à la suite du krach

boursier de 1929, la sortie du système monétaire de l'étalon-or et la raréfaction du pétrole sur le sol des États-Unis ont placé la puissance américaine dans un climat d'incertitude accentué par la chute vertigineuse des cours du pétrole. Alors que l'Accord d'Achnacarry de 1928 impulsé par la Grande-Bretagne n'a pas permis de relever la courbe des prix, c'est en 1933 que le Gouvernement américain met en place un système de quotas de production pour les États et un droit de douane sur le pétrole importé. Ce système est en réalité indispensable afin d'éviter une chute supplémentaire du coût de l'or noir. Dans la continuité du souci pétrolier, et conscients de l'enjeu qu'imposait la prise de puissance de l'Irak Petroleum Company, c'est en 1933 que la Standard Oil of California signe un accord de concession[16] avec le royaume d'Arabie saoudite permettant de faire face à la mauvaise conjoncture que traversait les États-Unis[17]. Trois ans plus tard, la moitié de la concession est rachetée par Texas Oil Company, aboutissant à la création de la California Arabian Standard Oil Company, signant l'entrée en jeu d'un acteur supplémentaire[18].

La Seconde Guerre mondiale lui[19] fait prendre une nouvelle place stratégique. En effet, les pays alliés ont besoin de pétrole et il se trouve que la puissance américaine ne contrôle pas moins de 60% des extractions mondiales. Le pétrole extrait d'Arabie saoudite s'impose

ici comme élément essentiel et cela pour plusieurs raisons :

- L'Armée américaine, et notamment la Navy, demande que le pétrole saoudien soit destiné à l'Europe afin de préserver les réserves de pétrole extraites et stockées sur le territoire Nord-Américain ;
- Les États-Unis ont peu à peu importé du pétrole du fait de la différence de coût marginal de production entre leurs propres zones d'extraction et celles situées dans le Royaume saoudien. Le pétrole saoudien se pose donc comme essentiel à l'approvisionnement des alliés, mais aussi des États-Unis eux même.

Or, il se trouve le Roi Abdelaziz al-Saoud ne bénéficie plus des revenus des pèlerinages et se voit être dans une situation délicate. Émerge donc le risque que les Britanniques pourraient faire des promesses plus avantageuses aux autorités saoudiennes en termes d'achat de pétrole. Franklin D. Roosevelt décide alors de faire bénéficier l'Arabie saoudite de la loi prêt-bail. L'outil législatif permet aux États-Unis de vendre, céder, échanger et prêter le matériel de guerre ainsi que toutes marchandises aux États dont la « défense était jugée vitale pour la défense des États-Unis »[20]. Cette initiative confirme l'Arabie saoudite comme levier stratégique et économique indispensable de la puissance américaine.

Bien que la loi prêt-bail prenne fin en 1945, les Américains trouvent le moyen de conserver cet engagement à travers le Pacte du Quincy, garantissant un accès au pétrole pour l'après-guerre. Les États-Unis garantissent ainsi au Roi une protection militaire sans faille ainsi que des avantages financiers, en échange d'un accès exclusif aux gisements pétroliers : « pétrole contre sécurité ».

Aramco, un levier américain au Moyen-Orient

Si le groupe pétrolier n'a pas été créé à la suite d'une décision du Gouvernement américain, il va se révéler être un moyen pour Washington de réaliser ses ambitions au Moyen-Orient. L'entreprise n'est en réalité pas la conséquence de la volonté américaine mais le moyen qui va lui permettre d'atteindre ces objectifs : s'imposer au Moyen-Orient. Cette région, précisément, car elle est très vite définie comme d'importance vitale pour la sécurité et la défense du pays.

Le pétrole est au cœur de la puissance américaine. L'État doit donc tout mettre en œuvre pour défendre les sources d'approvisionnement en pétrole, afin de garantir la continuité de sa prospérité. En s'imposant au Moyen-Orient et en s'alliant avec des pays clés comme l'Arabie saoudite, les États-Unis se garantissent une source importante de pétrole pour une période assez longue.

C'est le Pacte du Quincy signé en 1945 qui va sceller l'alliance entre les deux pays. Un accord très fort qui va être la base de la relation entre Ryad et Washington. Les États-Unis vont promettre de protéger militairement et de ne pas agir avec la force au Moyen-Orient sans le consentement de la famille royale. L'idée est de ne pas déstabiliser cette région qui est devenue primordiale pour les Américains. En échange de cette protection militaire, le pouvoir saoudien donne aux Américains, et entre autres à Aramco, le monopole de l'extraction et de la production de pétrole présent sur son territoire. Un accord qui lie les pays et les place tous deux sur un pied d'égalité, chacun ayant autant besoin l'un de l'autre. Mais ce statut quo ne va pas durer. Étonnamment, l'Arabie saoudite va réussir à prendre le dessus sur la puissance américaine.

En 1950, l'Arabie saoudite négocie un rééquilibrage avec les États-Unis qui sont amenés à partager les bénéficies de la vente de pétrole dans un rapport plus équitable pour les Saoudiens. Aramco est le premier acteur concerné par cet arrangement. Elle prend part aux négociations entre les deux pays et négocie sa part ensuite avec le gouvernement Truman.

Washington décide d'arrêter d'imposer l'entreprise pétrolière. Garantissant l'approvisionnement en pétrole

du pays et d'une partie de l'Europe (pays alliés des États-Unis) Aramco ne peut être mise en danger ou malmenée.

Aramco, un outil pour le renseignement américain

Par son implantation au Moyen-Orient et sa légitimité, la compagnie pétrolière va être très utile aux services de renseignement américain. L'entreprise va servir de couverture à de nombreux agents de la CIA. Aramco va donc permettre de collecter des informations au Moyen-Orient par des moyens humains sur place.

Les États-Unis ont utilisé les pétrodollars dans l'objectif de déroger au Congrès américain tout en poursuivant les intérêts américains du temps de la guerre froide. Les États-Unis ont, de même, utilisé la Banque de Crédit et de Commerce International (BCCI), fondée en 1972, pour leurs opérations secrètes de la CIA avec les Saoud. Cette banque est alimentée en argent via des crimes organisés (opium...) et finance des groupes armés, l'Irangate, les moudjahidines en Afghanistan.

Selon un rapport de la CIA réalisé en 1977, l'Agence surveille l'état des réserves mondiales[21] de pétrole. En 1974, l'Arabie saoudite et les États-Unis dissimulent des volumes de réserves de pétrole de l'Aramco[22], avant la nationalisation de cette dernière, le but étant de sous-évaluer les réserves en période d'abondance pour ensuite

annoncer le « vrai volume » en période d'accroissement, en fonction de la demande mondiale et des besoins américains.

Le cas d'école iranien

Allen Dulles, directeur de la CIA, est un personnage controversé car il est le frère cadet de John Foster Dulles, alors Secrétaire d'État sous Eisenhower, et sont tous deux associés au cabinet d'avocat Sullivan & Cromwell, ayant parmi leurs clients les sociétés de l'empire Rockefeller[23].

Alors que la guerre froide bat son plein, les États-Unis font usage d'influence et coups d'État pour mettre en place des leaders dans le but de limiter la propagation de l'emprise soviétique et surtout protéger et garantir l'accès du pétrole aux américains.

L'opération Ajax[24] se prépare entre les présidents Churchill et Eisenhower. Mossadegh, un politicien iranien engagé depuis la révolution constitutionnelle de 1906, se concentre sur deux visions politiques : un constitutionnalisme strict dans le pays et une politique tout aussi stricte d'équilibre négatif à l'étranger pour assurer l'indépendance vis-à-vis de la domination étrangère. Ainsi, en 1951, travaillant avec une coalition parlementaire comprenant les partis du Front national et le parti marxiste Tudeh, Mossadegh adopte un projet de

loi pour nationaliser le pétrole iranien, et n'accorde donc plus de concessions à l'étranger. L'industrie pétrolière iranienne est alors sous domination britannique, Winston Churchill ayant joué un rôle fondamental dans l'obtention des droits pétroliers en Iran et l'Anglo-Iranian Oil Company, étant jugé vital pour le redressement de l'économie britannique post-Seconde Guerre mondiale et assurant l'indépendance énergétique de la Royal Navy.

Ainsi, la nationalisation de l'industrie pétrolière entame une confrontation ouverte avec le Gouvernement britannique. Dans un premier temps, la Grande-Bretagne réagit en organisant un embargo général sur le pétrole iranien et engage des manœuvres pour renverser Mossadegh. Les États-Unis, désirant rester neutres, encouragent les Britanniques à accepter la nationalisation et à négocier un arrangement à l'amiable ; cette neutralité continue jusqu›à la fin de l'administration Truman en 1953. À l'arrivée au pouvoir d'Eisenhower, le président américain se montre plus compréhensif vis-à-vis des réclamations britanniques.

Pour les États-Unis, cette opération secrète est une tentative pour empêcher l'expansion soviétique et gagner une part des réserves de pétrole iraniennes pour les entreprises américaines. De ce fait, l'empire colonialiste britannique laisse part à une nouvelle phase

d'impérialisme américain. D'après les documents classifiés[25] en 2000 par les archives de la sécurité nationale de l'Université George Washington (obtenues en vertu de la loi sur la liberté d'information, *Freedom of Information Act*), la CIA a admis avoir orchestré cette opération[26] ayant pour but de renverser Mossadegh et de mettre en place le Shah Mohammad Reza Pahlavi, un proche allié des Américains (jusqu'à son renversement lors de la révolution islamique de 1979).

Après la consolidation de l'autorité du nouveau chef de gouvernement Zahedi, la commercialisation extérieure de pétrole assurée par un consortium anglo-américain[27] (l'Anglo-Iranian Oil Company est alors divisée en deux entités : British Petroleum et National Iranian Oil Company. BP a conservé une participation de 40 % dans le consortium pétrolier, 40 % allant à des entreprises américaines et 20 % pour les entreprises néerlandaises et françaises), et la conclusion du différend pétrolier anglo-persan[28].

En 1963, Saddam Hussein[29] accède au pouvoir par un coup d'État orchestré par la CIA, depuis 1962. En effet, alors que l'administration Eisenhower a soutenu le pouvoir de Kassem, seul à faire office de contrepoids à l'ennemi américain, Gamal Abdel Nasser d'Égypte, la CIA a plusieurs raisons de le voir partir. Kassem a cherché

à s'armer contre Israël. De plus, il a tenté de faire valoir les aspirations de l'Irak sur le Koweït et le 11 décembre 1961, Kassem confisque tous les territoires de l'Iraq Petroleum Company, où les entreprises occidentales n'avaient pas encore foré, ainsi privant les majors occidentales de 99 % de l'espace de concession initiale. Par conséquent, dès le début des années 1960, l'Agence, alors installée au Koweït, mobilise les opposants au régime Kassem et transmet des ordres aux rebelles par radio. La CIA tente d'assassiner à plusieurs reprises Kassem mais sans succès. Le 8 février 1963, le parti Bass avec à la tête Hussein prend le pouvoir par coup d'État et Kassem est abattu, la CIA conduisant ainsi son propre changement de régime à Bagdad.

Le pétrole et la préservation de la puissance

Jusqu'à la récente indépendance énergétique américaine, rendue possible grâce au gaz de schiste[30], des années 1940 à 2000, le contrôle des ressources pétrolières extérieures permettait aux États-Unis de se prémunir de toute crise de production et d'assurer le bon fonctionnement de leur économie. C'est donc un enjeu capital de préserver un taux de production permettant de concilier la société civile, les acteurs privés mais aussi les politiques des différents États. L'enjeu principal du

contrôle des ressources pétrolières se décline sous 3 volets :

- sécurité énergétique,
- sécurité régionale,
- sécurité économique.

Sécurité énergétique

Lors d'une conférence à l'Université[31] John Hopkins, James Woolsey, directeur de la CIA de 1993 à 1995, rappela le rôle du pétrole pour la sécurité nationale de son pays. Pendant de longues années les États-Unis furent indépendants énergétiquement jusqu'au déclin des ressources nationales qui les obligea, via les filiales de la Standard Oil, à capitaliser sur des ressources énergétiques étrangères. Ils seront aussi encouragés par la découverte d'énormes gisements dans le golfe Persique. Les sociétés américaines vont alors conquérir les marchés extérieurs et viendront joindre des logiques privées et nationales : profit et souveraineté énergétique. Cette domination ne fut possible que via l'appui des agences de renseignement, que ce soit par la collecte d'information de terrain ou par des actions de déstabilisation et d'ingérence au sein d'un État. En articulant leurs actions avec les objectifs des entreprises,

ils permettent de sécuriser les approvisionnements de l'État américain et ainsi assurer les besoins fondamentaux de l'armée et de la société civile.

Comme l'expliqua James Woolsey, sept des dix principaux producteurs de pétrole étaient des pays autocratiques. Il démontra que ces pays étaient menacés par des déstabilisations sociales ou politiques internes qui pourraient perturber la production ou la stabilité des prix. Pour prémunir ces crises, le renseignement était donc essentiel pour préserver la sécurité régionale de ce type de pays.

Sécurité régionale

L'approche sécuritaire de la Région par le prisme de l'industrie pétrolière s'élargit aux enjeux globaux, multilatéraux et géoéconomiques qui imposent une imbrication du monde militaire avec l'industrie pétrolière. Comme le souligne la fiche de l'Irsem n° 5 intitulée « Les complexes conflictuels régionaux », l'analyse par la sécurité régionale « propose une grille de lecture systémique et dynamique qui permet d'appréhender les liens et interactions entre des réseaux de différente nature (militaire, économique, social, politique) et des acteurs multiples (sociétés civiles, États, militaires, trafiquants). Deux exemples distincts font

ressortir l'importance de la sécurité nationale dans le but de préserver les intérêts économiques des États-Unis :

- *Volet défensif :* Le détroit d'Ormuz révèle l'importance de la dialectique entre sécurité régionale, énergétique et économique. Un rapport déclassifié de la CIA[32] explique la vulnérabilité du détroit d'Ormuz et la nécessité de consolider les positions défensives autour du détroit. C'est un passage stratégique où 30 % du pétrole y navigue et son accès permet l'approvisionnement en matières premières des pays du Golfe : Irak, Koweït, Arabie saoudite, Oman et Iran. Les récentes crises autour du détroit ont encouragé les États-Unis à déployer sa marine afin de protéger les tankers qui y naviguent[33]. Cette logique défensive cherchant à résister sur des points clés d'approvisionnements et de ressources économiques peut se transposer à différentes situations et sur des sites plus concentrés comme les infrastructures pétrolières : usines, pipelines[34]... Les attaques à répétitions attribuées à l'Iran contre les infrastructures de l'Aramco en sont des exemples récents et pertinents[35].

- *Volet offensif :* Pour maintenir et développer sa puissance économique, la politique étrangère américaine utilise

son meilleur atout, la Central Intelligence Agency. Bien des évènements viennent appuyer la thèse du concours de la CIA aux événements touchant la sécurité régionale de zones stratégiques comprenant des enjeux pétroliers :

- l'assistance de la CIA dans l'accession de Saddam Hussein au pouvoir en Irak,
- l'élimination de Suharto en Indonésie[36],
- la destitution du Premier ministre iranien Mossadegh[37],
- les deux guerres contre l'Irak (1990 et 2003).

Sécurité économique

La déstabilisation ou le déséquilibre des puissances régionales, si elles ne sont pas contrôlées, peuvent causer des perturbations de la production et des cours du pétrole. Lors du choc pétrolier de 1973, le soutien américain aux Israéliens pendant la guerre du Kippour, a provoqué l'ire des pays membres de l'OPEP. En conséquence, une entente sur un embargo du pétrole saoudien a été mise en place ainsi qu'une augmentation du prix du baril ce qui entrainera l'aggravation du choc pétrolier.

En analysant, une fois de plus, des rapports déclassifiés, nous nous apercevons que l'industrie pétrolière a parfois

été au cœur des enjeux de puissances entre bloc de l'Est et bloc de l'Ouest. Le National Security Council fournit ainsi un rapport à la CIA pour analyser la viabilité d'un projet. Il s'agit d'instaurer un embargo[38] sur les fournisseurs du pipeline reliant l'URSS à l'Europe *(voir annexe 4)*. Ce système d'embargo sur un pipeline reste d'actualité, le projet NordStream 2 reliant la Russie avec l'Allemagne pour le transport de gaz naturel liquéfié est actuellement en pause en raison d'un embargo empêchant les fournisseurs de continuer à s'impliquer dans le projet Nordstream 2 sous peine de sanction[39]. La mise en place des lois extraterritoriales US vise un triple objectif : favoriser certains pipelines de l'Europe centrale, entraver une influence russe grandissante et encourager l'achat de GNL auprès de sociétés américaines.

La Russie

Le contrôle d'une ressource vitale pour la résilience du modèle russe

CAHIERS
DE LA
GUERRE ECONOMIQUE

L'histoire de l'usage des services de renseignement au service de la problématique pétrolière en Russie, du 19e siècle à nos jours, a toujours eu pour objectif ultime le contrôle de la rente très lucrative issue d'une industrie jugée stratégique par les clans issus de l'élite au pouvoir. Les réserves russes, garantes de la stabilité de l'élite dirigeante, sont donc jalousement gardées et protégées des ennemis intérieurs et extérieurs par des hommes et des femmes de confiance issues de structures répondant directement aux ordres du Kremlin : les services de renseignement.

Ces derniers furent en première ligne durant plus de 150 ans dans une guerre discrète mais violente au sein et en dehors des frontières nationales pour le contrôle de l'or noir, et permirent à la Russie de se hisser dans le sang au rang des plus grandes puissances de la planète. Ce contexte particulier, couplé à plusieurs changements de régimes, engendra progressivement l'émergence d'une culture du renseignement défensive et offensive singulière, riche et complexe au sein d'un État multiethnique gouverné d'une main de fer.

Entre défaites, profondes remises en question et succès éclatants, l'histoire de la bataille discrète pour l'or noir permet de lever le voile sur l'origine de nombreux aspects de la Russie actuelle et de mieux comprendre certaines décisions de ses dirigeants.

Un proverbe russe pourrait résumer à lui-seul cette véritable saga : « Tomber est permis ; se relever est ordonné ».

Le renseignement tsariste au service de la défense de l'industrie pétrolière nationale

L'histoire du pétrole russe commence en 1805-1806, lorsque l'armée tsariste prit le contrôle de la région de Bakou dans l'Azerbaïdjan actuel. Traditionnellement exploité depuis l'Antiquité, le pétrole de la région fut pompé au 19e siècle avec des équipements de fortune par des dizaines de petits producteurs grâce au système de l'Otkupchina. En 1860, ces 218 personnes exploitaient pour quatre ans une concession accordée par le Tsar. En 1873, le Tsar Alexandre III supprima cette règle afin d'inciter des investisseurs étrangers à construire de puissantes compagnies intégrées capables de résister à la concurrence, ce qui fut un catalyseur pour le développement de l'industrie pétrolière russe. Le suédois Robert Nobel, frère d'Alfred Nobel, fonda alors à Bakou la Compagnie pétrolière des frères Nobels (ou Branobel) et importa les dernières techniques d'extraction et de raffinage développées aux États-Unis. Attirés par l'opportunité, les frères français Rothschild fondèrent en 1888 la Compagnie pétrolière de la Caspienne et de la Mer Noire (ou Bnito) et construisirent un chemin

de fer en partenariat avec Bunge et Palashkovsky en 1883 vers la Mer Noire. Afin de renforcer le réseau de distribution vers la mer, ils réalisèrent par la suite les premiers pipelines et tankers de l'Histoire. Les Nobel, les Rothschild et Zeynalabdin Tagiyev s'associèrent enfin en 1886 pour créer un deuxième pipeline afin de relier les marchés de Moscou et Saint-Pétersbourg[40].

Grâce aux capitaux et aux techniques importés de l'étranger, la production russe fut multipliée par 15 entre 1860 et 1900 et le pétrole de Bakou parti à la conquête des marchés européens. L'anglais Marcus Samuel profita de cette aubaine pour fonder en 1897 la Shell Oil Company afin d'exporter vers les marchés asiatiques le pétrole russe, puis s'allia avec Henri Deterding afin de former la Royal Dutch Shell (aujourd'hui Shell) en 1907. En 1901, la Russie devint alors le plus gros producteur et exportateur de pétrole au monde avec la moitié des extractions mondiales, et ce malgré une vaine guerre des prix lancée par l'hégémonique Standard Oil du pétrolier américain John Rockefeller. En 1902, un combinat fut formé entre la Shell, les Rothschild et la Royal Dutch[41] pour résister à ces attaques. C'est le début de la première guerre du pétrole, qui durera jusqu'à 1939.

Cependant, l'année 1901 marqua un tournant et montra la limite de l'Otkupchina. En effet, le nombre

de forages ayant explosé (3 000) et face à un régime fiscal lourd traduisant l'avidité de l'élite gouvernante et du Tsar pour la rente pétrolière, les producteurs se focalisèrent sur les profits à court terme en se livrant une concurrence acharnée et ne modernisèrent pas les méthodes et techniques importées de l'Occident. En parallèle, la concurrence au niveau mondial finit par faire chuter les prix et sapa l'investissement. À partir de 1903, des troubles commencèrent à éclater car les ouvriers du pétrole, qui travaillaient dans un « enfer atroce » selon l'écrivain russe Maxime Gorki, se mirent en grève. Ces tensions, généralisées dans tout le pays, étaient fomentées par les anarchistes et surtout les socialistes.

La rente pétrolière en danger : la mobilisation de l'Okhrana

Le Tsar décida alors, afin de protéger la rente pétrolière qui arrosait l'élite, de mobiliser son service de renseignement : l'Okhrana. Fondé en 1881 et doté d'immenses pouvoirs, ses fonds importants lui permettaient de lutter de manière massive contre les révolutionnaires. Sergei Zubatov, son chef légendaire de 1896 à 1902, développa diverses méthodes qui devinrent la signature du service : infiltration des syndicats, des partis politiques et des

journaux marxistes en Russie et à l'étranger, réseaux étrangers de collecte de fonds pour l'économie russe, procédés anthropométriques, interception des lettres, recours à des proxys mafieux, etc[42]. Il inventa également le Zubatovschina[43], qui consiste à créer des syndicats focalisés sur les aspects économiques et non idéologiques afin d'assécher le réservoir de recrutement socialiste et les troubles en découlant. Enfin, des agents provocateurs (souvent des révolutionnaires arrêtés et retournés) étaient chargés d'organiser des révoltes afin de dévoiler puis de neutraliser les socialistes y participant.

À Bakou, ville ayant attiré des milliers de travailleurs de tout le Caucase grâce au développement de l'industrie pétrolière depuis 1873, la situation explosa et des massacres inter-ethniques furent organisés sur fond de guerre des classes[44]. L'armée russe laissa faire, en raison de la méfiance du Tsar envers les Arméniens, alors principales victimes du bain de sang. À la suite de ces événements, la plupart des puits de pétroles, rouages essentiels de l'industrialisation russe, furent gravement endommagés. Aucune banque, en raison des troubles, n'accepta de prêter les sommes gigantesques nécessaires pour relancer la production.

La Première Guerre mondiale et la révolution de 1917 : le pétrole au cœur d'une lutte sans merci

En 1914, en dépit d'une situation intérieure explosive, la Russie entra dans la Première Guerre mondiale. L'Allemagne marcha vers l'Est et infligea une défaite aux russes à Tannenberg, ce qui aura pour conséquence de fixer le front. Moscou cherchera à défendre alors le Caucase par tous les moyens, face à une Allemagne en manque critique de pétrole. Londres lui viendra en vain en aide en attaquant le détroit des Dardanelles en 1915-1916 afin de tenter de faire sauter le blocus des exportations pétrolières russes organisé par l'Empire ottoman, allié à Berlin. Cet affrontement féroce trouve son origine dans le fait que le premier conflit mondial fit comprendre aux États que le pétrole était devenu le produit stratégique par excellence, à la base de l'économie, des premières armées motorisées, permettant de garantir l'indépendance nationale[45]. Epuisée par ce combat ainsi que par des troubles intérieurs croissants, la Russie tsariste finira par s'effondrer lors de la première révolution non socialiste de février 1917. Dès la première révolution de février 1917 et l'effondrement de l'Armée tsariste qui en découla, les Arméniens, l'Allemagne, l'Empire ottoman et le Royaume-Uni se jetèrent tour à tour sur le trésor noir du Caucase dans une bataille féroce.

L'arrivée au pouvoir des bolcheviks de Lénine lors de la révolution d'octobre 1917 amplifia la confusion, en faisant naître une guerre civile entre « Russes rouges » socialistes et « Russes blancs » pro-tsaristes. Staline, libéré de prison après avoir gagné ses lettres de noblesses dans le Caucase, fut propulsé aux côtés de Lénine. Profitant du chaos, Henri Deterding en profita pour racheter les concessions pétrolières caucasiennes, dont celle des Nobel, en tablant sur la défaite de l'Armée rouge. La Standard Oil of New Jersey fit de même. Mal leur en prit : les Bolcheviks finirent par reprendre Bakou en 1920 pour de bon, avant de gagner la guerre civile et d'intégrer la nouvelle République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan au sein de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) en 1922. En 1920, ces derniers nationalisèrent également l'ensemble des entreprises, dont celles liées à l'industrie pétrolière du Caucase au profit de l'entreprise d'État Azneft.

La place du pétrole dans la montée en puissance du renseignement soviétique

En 1922, l'industrie pétrolière du Caucase nouvellement nationalisée était si dévastée que Lénine leva d'énormes fonds pour la reconstruire tout sollicitant, comme le Tsar avant lui au 19e siècle, une assistance technique étrangère dans l'exploration, la production et le raffinage.

La Barnsdall Corporation fut la première entreprise occidentale, suivie de bien d'autres, à apporter les dernières innovations technologiques, managériales et techniques. Grâce à cette stratégie, la production pétrolière russe repartit fortement à la hausse et dépassa le pic de 13 millions de tonnes de 1901 en 1929. La même année, de nouveaux champs furent découverts et mis en activité dans les régions de l'Oural et de la Volga. En 1930, n'ayant plus besoin d'eux, Moscou annula quasiment tous ses accords passés avec les industriels étrangers jusqu'à la fin des années 1980. La production de brut russe augmenta rapidement par la suite, à mesure que Staline plaça le pétrole au centre de sa révolution industrielle durant l'entre-deux guerres. Moscou allait désormais pouvoir s'orienter sur le socle de la puissance britannique : le pétrole du Moyen-Orient.

Le front moyen-oriental : cibler le talon d'Achille de l'hégémonie britannique en Perse

Le 31 août 1907, la Perse avait déjà été partagée en deux zones d'influences : russe au Nord et anglaise au Sud. Après la découverte de pétrole en 1908, l'Anglo-Iranian Oil Company est fondée par les Britanniques l'année suivante. Au cours de la Première Guerre mondiale, l'Iran fut envahi par les Russes, les Britanniques et les Allemands.

À partir de 1917, profitant de la révolution russe, Londres en profite pour renforcer son pouvoir en Iran jusqu'à vouloir imposer un accord de protectorat. La découverte par les socialistes dans les archives du ministère tsariste des Affaires étrangères d'un document détaillant l'accord Sykes-Picot de 1916, partageant le Moyen-Orient et ses ressources pétrolières entre la France et le Royaume-Uni, fit comprendre aux bolcheviks et à la Tchéka que le pétrole du Moyen-Orient était le talon d'Achille de Londres. Moscou tentera en vain de soutenir une rébellion dans le Nord du pays, qu'il domine économiquement, afin de contrebalancer la tentative anglaise.

Face à aux méthodes brutales des Anglais, Moscou aurait finalement entrepris de prendre Londres à son propre jeu en envoyant dès 1920 un agent du Guépéou à Téhéran : Abram Einhorn. Officiellement gérant d'un garage à Téhéran, il aurait utilisé cette couverture pour faire voyager ses agents dans toute la Perse. Il aurait identifié rapidement les espions britanniques dans le pays, tout en interceptant les communications anglaises (et donc de l'Anglo-Persian Company) par voies postale et télégraphique à la manière de l'Okhrana. En parallèle, dans la plus pure tradition socialiste, son équipe aurait lancé une vaste opération de propagande dénonçant l'impérialisme britannique tout en promouvant le droit des perses à disposer de leurs richesses.

Le front américain : opposition à l'embargo de la Standard Oil of New Jersey et de la Royal Dutch Shell contre le pétrole russe

En parallèle de ses actions en Perse, Einhorn se serait également rapproché de l'américain Harry F. Sinclair, un pétrolier indépendant de l'Oklahoma, afin de l'instrumentaliser comme agent d'influence pour neutraliser l'embargo de la Standard Oil of New Jersey et de la Royal Dutch Shell contre le pétrole russe. En vue de l'appâter, Moscou lui offrit une concession à Bakou au lendemain de la guerre, en imposant une clause conditionnelle. En effet, en plus d'investir 23 millions de dollars dans l'industrie pétrolière soviétique, Sinclair devait jouer de son amitié avec le Président des États-Unis Warren Harding afin d'obtenir de celui-ci la reconnaissance de l'URSS (et ainsi obtenir un prêt). De même, les Russes tentèrent un coup diplomatique en octroyant à Sinclair une concession sur l'île de Sakhaline, pourtant envahie par le Japon lors de la Première Guerre mondiale. Conscients que Harding était à l'époque contre l'invasion japonaise de l'île, ils tentèrent un coup de poker afin de voir comment le président américain allait réagir.

Cependant, lorsque Sinclair arriva aux États-Unis avec ses nouveaux actifs pétroliers dans le Caucase,

il déclencha la colère de la Standard Oil of New Jersey et de la Royal Dutch Shell car il détenait ce que les deux majors considéraient comme étant leur propriété (malgré la nationalisation soviétique). Elles firent donc pression sur le secrétaire d'État américain afin qu'il refuse d'agir en faveur de Sinclair. Derrière, la Standard Oil of New Jersey neutralisa les tentatives de celui-ci de s'implanter avec l'accord de Moscou dans le Nord de la Perse en le prenant de vitesse. Sur le déclin, Sinclair fut finalement mis hors-jeu à la suite de sa participation dans le scandale de corruption du Teapot Dome en 1923 (révélé en sous-main par la Standard Oil of New Jersey ?). En réaction, Moscou et Téhéran annulèrent les concessions accordées à celui-ci. Les deux majors américaines avaient gagné la première manche.

Le front européen : détruire les parts de marchés et l'influence d'Henri Deterding

Cependant, jouant de la cupidité capitaliste, Moscou utilisa un nouvel atout dans une passe difficile : la Standard Oil of New York, ou Socony. Les Soviétiques lui proposèrent du pétrole bon marché afin de la renflouer. Deterding tenta en vain de lui faire une guerre des prix. Cependant, le 11 mai 1927, les autorités britanniques perquisitionnèrent l'Arcos Ltd, une représentation

commerciale de l'URSS à Londres. Leurs services de sécurité démasquèrent une tête de pont du Guépéou, dans la lignée de celles mises en place par l'Okhrana pour l'espionnage économique. Le tollé fut si énorme que Londres annula un prêt de 10 millions de livres et la vente de machines-outils venant d'être autorisés à l'URSS.

Moscou tenta alors de cibler l'Espagne de Miguel Primo de Rivera. Ce dernier ayant nationalisé la distribution d'essence en 1928, la Standard Oil of New Jersey et la Royal Dutch Shell (qui possédaient 75 % du marché) s'organisent afin que l'essence espagnole devienne 20 % plus chère que dans les pays voisins. L'idée est de rendre le dirigeant espagnol impopulaire et de le faire tomber. Moscou le sauva alors en lui proposant du pétrole bon marché, et le Guépéou envoya Dmitri Navachine sur place[46]. Celui-ci, via une clause secrète du contrat russo-espagnol, détourne des fonds afin de financer l'opposition socialiste républicaine. Face à cela, la Standard Oil of New Jersey et Deterding lancèrent une campagne d'influence pour insinuer que les fruits et légumes espagnols, principaux produits d'exportations, sont infectés par un parasite. Une crise économique en découlera, qui fera tomber Primo de Rivera le 28 janvier 1930. Derrière, le marché pétrolier reviendra aux deux majors[47].

Les premières grandes victoires du renseignement soviétique via le pétrole

La première victoire du renseignement soviétique dans le domaine pétrolier vint de la Perse, où le Guépéou se déchaîna à la manière de l'Okhrana : vols de lettres, écoutes télégraphiques et téléphoniques massives, sabotages de puits de pétrole, etc. Einhorn entrera par la suite dans la légende le 26 novembre 1932, lorsqu'il se rendit en personne au QG perse de l'Anglo-Persian. Il demanda alors au PDG de cette dernière s'il « connaissait la nouvelle ». Le responsable, abasourdi, le vit alors partir de la salle sans dire un mot. Une véritable panique s'en suivi. Le lendemain, Rezha Shah Pahlavi annulait la concession obtenue 21 ans plus tôt par le biais de William Knox D'Arcy pour l'Anglo-Persian. Les Anglais finiront malgré tout par arracher en 1933 une concession sur un tiers du pays, tout comme Moscou. Le dernier tiers sera accordé à Washington en 1937.

En parallèle, sur le front américain, les Russes utilisèrent la Socony comme « idiot utile » afin de lancer, à partir de 1932, une campagne d'influence en faveur de la reconnaissance de l'URSS. L'aide économique soviétique proposée en retour séduisit de nombreux citoyens dans une Amérique touchée par la Grande dépression. En 1934, après 15 ans d'efforts,

Moscou obtint enfin, grâce à son « oilpolitik » et son renseignement, la reconnaissance officielle de l'URSS par Roosevelt.

Le renseignement post-soviétique et la privatisation du pétrole russe

La réforme de Boris Eltsine laissa donc sans emploi des dizaines de milliers d'anciens membres du KGB dans une Russie en proie au chaos économique. Ces derniers vendirent alors massivement leurs services auprès des oligarques, des partis politiques, des banques, des entreprises privées, de la mafia, etc. Entre 1993 et 1995, les majors pétrolières russes se les arracheront afin de les accueillir au sein de leurs directions de sécurité et se doter de capacités redoutables en intelligence économique. Au sein des services de renseignement, les privatisations au profit des oligarques furent très mal vécues et le président fut accusé de brader les restes de la puissance soviétique. Ce traumatisme, en plus de leur impossibilité d'agir ouvertement, déclencha un changement culturel capital. En effet, de plus en plus d'agents s'identifièrent comme les descendants de la Tchéka, à l'époque chargée d'assurer la survie du régime bolchevik naissant à tout prix.

Les actifs pétroliers et les anciens du KGB

Les services de renseignement russes devinrent ainsi les gardiens secrets de la puissance russe malmenée par Eltsine, et auraient alors commencé à surveiller de très près la nouvelle caste des oligarques afin de garder un œil sur les matières premières et les entreprises stratégiques de l'ex-URSS[48]. Grâce à l'évasion de plusieurs milliards de dollars sur des comptes bancaires et des sociétés offshore situés dans le monde entier en prévision de la chute de l'URSS, le KGB aurait directement investi, via des intermédiaires, dans de nombreux secteurs[49]. De même, certains oligarques bénéficièrent de l'appui de membres du renseignement pour investir dans certains secteurs afin notamment de sécuriser les matières premières stratégiques, dont le pétrole. Certains soupçons ont notamment été relevés concernant l'entreprise du magnat russe Mikhail Khodorkovski, Yukos, car celle-ci avait développé des relations avec la société offshore Djamblik. Cette dernière, créée dès 1984, serait devenue, par la suite, un bénéficiaire des activités pétrolières de la compagnie pétrolière. La question de savoir si Khodorkovski fut piloté discrètement par le KGB afin de sécuriser certains actifs pétroliers reste aujourd'hui posée[50].

Cependant, la démission de Boris Eltsine le 31 décembre

1999 en faveur de son Premier ministre viendra permettre à un homme, ancien lieutenant-colonel du KGB et ex-directeur du FSB, de faire relever la tête au renseignement russe en accédant au Kremlin : Vladimir Poutine. Celui-ci répondra au chaos hérité des années Eltsine en utilisant le renseignement pour effectuer ce en quoi il était passé maître durant la guerre froide : (re) prendre le contrôle d'un pays et de son pétrole.

Le renseignement réformé comme instrument de contrôle de la rente pétrolière

De 2000 à 2020, Vladimir Poutine va restaurer l'autorité de l'État de manière verticale, en respectant l'héritage du passé impérial russe. Pour ce faire, il va tout d'abord rétablir un équilibre au sein du Gouvernement entre les libéraux, favorables au secteur privé, et les conservateurs étatistes, majoritairement issus du renseignement. Poutine donnera tout d'abord l'avantage aux ministres libéraux, en leur demandant de stopper l'optimisation fiscale ainsi que la manipulation des prix dans le secteur pétrolier et ce, en créant un nouveau système fiscal favorable à l'État tout en ordonnant le remboursement des sommes détournées. Le chef du Kremlin autorisera aussi Gazprom et Rosneft à absorber leurs concurrents, afin d'engendrer un retour de l'État dans le secteur en

créant deux champions nationaux étatiques. Le patron de Yukos, Mikhail Khodorkovski, fera échouer les libéraux en achetant des parlementaires et tentera de s'ouvrir à des majors américaines tout en menant une politique étrangère indépendante (construction d'un pipeline vers la Chine)[51].

Excédé face au pouvoir des oligarques, le président donnera alors l'avantage aux conservateurs en utilisant des personnalités issues du milieu du renseignement ainsi que les réseaux des anciens du KGB afin de renforcer son contrôle sur l'administration, l'économie, l'armée, la mafia et surtout l'industrie pétrolière. La phase d'infiltration (re)commençait. En parallèle, Khodorkovski sera mis en prison par le FSB en 2003 et Yukos se fera avaler par Rosneft en 2004. Il servira d'exemple, instaurera la soumission des oligarques au Kremlin et réorientera la corruption exercée par ces derniers en faveur des intérêts de l'État. Un accord tacite fut ainsi passé entre Poutine et les oligarques : vous pouvez investir afin de consolider les entreprises ainsi que leurs marchés intérieurs et surtout à l'export. Cependant, il n'est pas permis d'entrer sur le terrain politique ou les conséquences seront immédiates. La phase de neutralisation des opposants était terminée. En parallèle, Poutine recherchera sans cesse l'équilibre dans la lutte incessante entre libéraux et conservateurs

en permettant à leurs clans de mettre la main sur les hydrocarbures. Il reconstruira ainsi la structure économique basée sur la rente des hydrocarbures héritée de l'URSS et du Tsar, tout en redistribuant cette dernière aux différents clans et en réaffirmant la mainmise de l'État sur les ressources stratégiques. Ainsi, chaque camp aura droit à son bras armé dans la politique étrangère du Kremlin : les libéraux auront Gazprom (gaz), et les conservateurs, Rosneft (pétrole).

La force humaine du renseignement imbriquée dans l'industrie pétrolière

L'État communiste s'assurera également du contrôle des réseaux d'acheminement des hydrocarbures, comme Transneft pour le pétrole, tout en diversifiant ses routes d'exportation à l'étranger. On trouve ainsi en Russie un système unique, où les membres du Gouvernement, les hauts fonctionnaires et surtout d'anciens agents de renseignement (et souvent tout à la fois) exercent également des activités au sein des entreprises, notamment pétrolières. Le Vice-Premier ministre de l'Énergie de 2008 à 2012, chef de file des conservateurs et l'un des siloviki les plus hauts placés, Igor Setchine, est ainsi également président du conseil d'administration (CA) de Rosneft depuis 2004. De

même, de très nombreux agents de renseignement ou fonctionnaires issus du renseignement sont en poste dans tous les CA des grandes entreprises du secteur pétrolier. En 2006, l'introduction en bourse de Rosneft permet également au renseignement russe d'accéder aux réseaux des institutions financières et des grandes entreprises occidentales. Pour la première fois depuis 1991, l'économie réorientée vers les hydrocarbures va mieux, et l'équilibre entre conservateurs et libéraux avec Poutine comme arbitre au milieu garantit enfin la stabilité en Russie. Poutine favorise également certains oligarques fidèles en leur octroyant des contrats publics avantageux dans l'industrie lourde, tout en les autorisant à racheter des actifs pétroliers. La phase de contrôle de l'économie et du monde politique était ainsi réalisée. De 2008 à 2012, Poutine laisse sa place de président de la Fédération de Russie à son ancien Premier ministre, Dimitri Medvedev. Durant cette période, Medvedev a fait reculer la place de l'État au sein des conseils d'administration du secteur des hydrocarbures, tout en relançant le débat des privatisations.

En 2012, Vladimir Poutine confirme lors de son second mandat présidentiel la présence des anciens et actuels fonctionnaires des services de renseignement dans les conseils d'administration des entreprises et autorise l'un des chefs des conservateurs, Igor Setchine, à racheter

la joint-venture TNK-British Petroleum créée en 2003-2005. Cela lui permit de garder la main sur les actions de BP en Russie dans la ligne de la politique de nationalisme énergétiquement défensif souhaitée par le Kremlin. Grace à ses partenariats avec ExxonMobil, ENI, Statoil et BP, ce conglomérat permit de bénéficier des transferts de technologie nécessaires aux développements des nouveaux champs pétroliers extrêmes en Sibérie orientale et en Arctique. Cette situation fait écho à la conception du capitalisme d'État soutenue par Poutine, dans lequel l'État et les entreprises sont partenaires pour soutenir la guérison de l'économie russe, mais avec l'État dans le rôle de leader via des investissements dans des secteurs-clés. En parallèle du redressement de l'économie via les hydrocarbures, Poutine redonna de la puissance aux services de renseignement, et plus particulièrement le FSB[52] qui lui avait permis de contrôler les principales structures de pouvoir du pays.

Les limites de l'emprise du renseignement sur le système pétrolier

Le conglomérat Rosneft, grâce au réseau Setchine, a absorbé plusieurs entreprises depuis 2000. Il est devenue puissant au point de devenir un peu trop indépendant et d'attirer l'attention de Vladimir Poutine.

Setchine n'hésite pas à se confronter au chef du Kremlin, notamment sur le pourcentage de dividendes que son entreprise doit reverser à l'État russe. En novembre 2016, Setchine se fera prendre alors qu'il verse au ministre du Développement économique un pot de vin de 2 millions de dollars afin que celui-ci lève son opposition à la prise de contrôle de Bachneft. Poutine, excédé, enverra son ministre en camp de travail et licenciera Oleg Feoktistov, le n° 2 de Setchine, de ses postes au sein de Rosneft et du FSB qu'il occupait conjointement afin d'affaiblir le chef des conservateurs.

Feoktistov était à la tête du 6e Bureau du Service d'inspection interne du FSB, l'unité d'élite la plus puissante du service surnommée « les Commandos de Setchine ». Cependant, les actions du président de Rosneft peuvent également s'avérer plus graves comme en 2020, où il réussit à convaincre Poutine de rompre avec l'alignement de la stratégie pétrolière russe sur celle de l'Arabie saoudite en vigueur depuis 2016. En effet, en plein crise du coronavirus, le prix du baril se met à plonger et Riyad souhaite baisser sa production pour augmenter les prix. Setchine, estime qu'un pétrole cher favorise le pétrole de schiste de l'ennemi américain. Il fait alors campagne avec succès pour une rupture avec les Saoud et l'OPEP. Les cours du brut s'effondrent à nouveau, et la situation économique russe s'aggrave au

point que Poutine doit se réaligner un mois plus tard sur l'Arabie saoudite afin de faire remonter les cours et soulager l'économie nationale en proie à la récession dans un contexte social tendu[53].

La France

Une solution tardive pour limiter la dépendance

CAHIERS DE LA GUERRE ECONOMIQUE

En France, la notion de guerre économique n'a jamais été associée de manière stratégique à l'orientation de l'action des services de renseignement, à l'exception des conflits militaires. Quant à la problématique pétrolière, la France se situerait plutôt sur une doctrine de consommateur, dans un but de recherche d'indépendance. Une posture qu'elle adopte véritablement est la constitution d'un stock énergétique stratégique en France. En ce sens, il s'agit de sous-traiter ce problème énergétique par les sociétés pétrolières et hydrocarbures nationales (Gaz de France, Total, Elf) à qui on demande d'assurer la souveraineté du pays.

Première Guerre mondiale : avancées significatives mais éphémères des services de renseignement dans la problématique pétrolière

Un Français, Gustave Adolphe Hirn, est le premier au monde à maîtriser la fabrication d'un pétrole presque pur, en 1854. De plus, le gisement de pétrole de Pechelbronn en Alsace était « régulièrement exploité depuis Louis XV ». Ces deux éléments prouvent donc que le pétrole n'était pas nouveau en France à l'aube de la Première Guerre mondiale[54].

Mais alors que l'ère pétrolière n'en est qu'à ses

balbutiements, la France n'adopte pas la stratégie offensive qu'ont les Américains et les Britanniques sur l'or noir. Elle va donc accumuler un retard handicapant en matière d'indépendance énergétique[55]. En effet, le pouvoir politique adopta une « stratégie purement défensive ». Il chercha ainsi en vain à « réduire la puissance des compagnies pétrolières étrangères en contrôlant la distribution des carburants sur le marché intérieur »[56] et en organisant l'importation en cartel (dit Cartel des dix[57]). Contrairement aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, la France n'exploite pas les ressources de son territoire métropolitain ou impérial. Elle ne favorise pas non plus l'émergence d'une compagnie pétrolière française d'envergure internationale à l'instar de la Shell ou de la Standard Oil.

Les élites étaient également persuadées qu'en cas de guerre avec l'Allemagne, celle-ci serait courte. L'accumulation de réserves, pourtant conseillée par le Comité consultatif des pétroles dès 1912[58], leur semblait inutile. En outre, le commandement militaire ne se préoccupait guère de la question du pétrole car l'armée était très peu motorisée avant le déclenchement de la guerre et les archives sur le « budget de la Guerre montrent que l'essence était payée en 1914 sur le chapitre intitulé *alimentation des hommes et des chevaux*[59]. »

En somme, la France aborde le premier conflit mondial avec une cécité absolue quant à l'importance stratégique que va prendre l'or noir au cours de la guerre.

C'est donc le choc lorsque la pénurie de pétrole risque de faire basculer la guerre en faveur de l'Allemagne aux cours des années 1917-1918. En effet, la France est rapidement coupée d'importantes sources d'approvisionnement : d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie dès août 1914, puis de Russie et de Roumanie à cause de la fermeture du détroit des Dardanelles.

Elle se retrouve ainsi rapidement dépendante du pétrole américain. Mais devant l'accroissement constant de la demande, en raison de la motorisation toujours plus importante des armées, celui-ci vient aussi bientôt à manquer. C'est ainsi que Clémenceau, alerté du niveau alarmant des stocks d'essence (environ trois semaines de consommation), est contraint d'appeler à l'aide son homologue, le Président américain Woodrow Wilson, pour qu'il envoie « au plus vite 100 000 tonnes de pétrole »[60]. Son message restera célèbre : *« Au moment décisif de cette guerre, où l'année 1918 va ouvrir des opérations militaires capitales sur le front français, les armées ne doivent à aucun moment être exposées à manquer de l'essence nécessaire aux camions automobiles, à l'aviation et à l'artillerie de campagne par tracteurs [...].*

Si les Alliés ne veulent pas perdre la guerre, il faut que la France combattante, à l'heure du suprême choc germanique, possède l'essence aussi nécessaire que le sang dans les batailles de demain[61]. »

Le cas de la section économique et du pétrole

Toutefois, l'État-Major des armées n'est pas resté inactif sur la question du pétrole. En effet, une section économique est créée en 1915 au 2e bureau. Dédiée au renseignement économique, elle fut notamment chargée d'organiser « la collecte d'informations nécessaires à l'identification des axes de ravitaillement allemands et à l'étude des dispositions à prendre pour arrêter ce ravitaillement[62]. » En effet, une étude approfondie des archives du Service Historique de la Défense éclaire sur les activités de la section. En particulier sur l'intérêt porté au pétrole.

La section participe ainsi à l'organisation du blocus économique en liaison avec le ministère des Affaires étrangères et les Alliés. Tout d'abord, en élaborant des listes noires des produits interdits d'importation et d'exportation avec les Empires centraux[63]. Le pétrole et ses sous-produits figurent bien évidemment sur ces listes avec une attention particulière pour le

pétrole de Galicie, province de l'Empire d'Autriche[64], car elle constitue « une des principales sources d'approvisionnement en pétrole des Empires centraux et la seule accessible jusqu'à la conquête de la Roumanie à l'automne 1916 »[65].

Puis, la section participe dans un second temps à la surveillance du respect du blocus. Elle utilise notamment des moyens d'interceptions électroniques[66] portant sur des sujets d'intérêt économique et financier. Par son action, la section économique contribue ainsi au « développement du renseignement technique des armées[67]. » À titre d'exemple, elle cherche à arrêter les trafics des pays neutres en faveur des Empires centraux. En l'espèce, le cas de la Suisse est bien documenté. Plaque tournante des trafics, plusieurs controverses iront jusqu'à remettre en cause sa neutralité dont la fameuse affaire d'espionnage dite des colonels suisses[68]. Le 2e bureau placera donc la Suisse sous étroite surveillance, notamment son approvisionnement en pétrole afin d'empêcher le ravitaillement de l'ennemi et la contrebande[69]. Elle collabore également avec les agences privées de renseignements commerciaux pour favoriser l'implantation économique offensive de la France dans les pays neutres[70]. De plus, elle recueille et analyse diverses conventions économiques notamment les accords germano-roumain de 1918

sur le pétrole, consciente de l'enjeu que représente le contrôle des ressources pétrolières pour un État en guerre[71].

En définitive, il convient d'apprécier les avancées significatives du renseignement français. En effet, celui-ci passe d'une indifférence quasi-générale à la problématique pétrolière à un système de guerre économique dans lequel il joue un rôle majeur. Il a sans doute su profiter de l'exemple de ses alliés, plus expérimentés en la matière.

Augmentation de l'autonomie énergétique mais recul des acquis du renseignement économique en temps de guerre

En définitive, en l'espace de trois années et après avoir manifesté « une indifférence quasi-générale sur la question », la France a fini par prendre conscience de l'importance stratégique du pétrole lorsqu'elle s'est retrouvée face à un péril existentiel[72]. La fin du conflit apporte donc à la fois espoir et déception. Espoir d'abord car la crise liée à la pénurie de pétrole permet une prise de conscience du Gouvernement français sur le retard accumulé et sur la nécessité de mettre en place une véritable politique nationale pour sortir de la dépendance pétrolière aux majors anglo-américaines[73].

L'année 1924 voit ainsi la création de la Compagnie française des pétroles (CFP). Ancêtre de la compagnie Total, elle trouve ses origines dans les tractations diplomatiques destinées à assurer le partage de l'Empire ottoman.

Les mesures du temps de guerre en matière économique ont eu un impact significatif mais ne sont pas maintenues. En effet, la section économique du 2e bureau, forte de son expérience, propose « en juin 1918 la création d'une structure interministérielle d'échange des renseignements économiques au-delà du temps de guerre » mais cette mesure ne sera jamais mise en œuvre. Le rejet de l'expérience acquise par la section économique durant la guerre constitue indéniablement un recul de la France dans la problématique pétrolière. De plus, l'histoire montre que « la notion de guerre économique n'a jamais été associée de manière stratégique à l'orientation de l'action des services de renseignement français, à l'exception des conflits militaires[74]. » Cela maintient la France sous l'influence des puissants lobbies étrangers. D'un autre côté, la création d'une compagnie pétrolière française et l'accès aux ressources pétrolières du Moyen-Orient sont une avancée majeure. Le bilan est donc mitigé pour sortir la France de sa dépendance énergétique.

Le projet de sabotage de puits de pétrole au début de la Seconde Guerre mondiale

La section Mg (matériel de guerre) est créée en septembre 1939 lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Émanation du 2e Bureau, ce service va développer le savoir-faire français en matière de sabotage au sein du 5e Bureau. Le renseignement militaire finit donc par s'inspirer de l'exemple britannique, notamment de la section D (Destruction) du Secret Intelligence Service (SIS). Le rôle de la section D est de « planifier, préparer, et quand c'est nécessaire exécuter des sabotages » en s'attaquant prioritairement à l'approvisionnement de l'Allemagne notamment en pétrole roumain[75].

Affecté au 2e Bureau depuis 1933, le commandant Henri Brochu prend la tête de la section Mg en octobre 1939. En plus de la collecte des renseignements techniques sur les matériels étrangers, sa section développe également « une capacité de renseignements sur les techniques et matériels de sabotage étrangers. » Selon le colonel Rivet, chef du SR, la section « commençait à obtenir des résultats au moment de la défaite. » À titre d'exemple, « lorsque les Allemands sont soupçonnés de trafiquer les produits pétroliers destinés aux avions à l'aide d'adjuvants chimiques, » la section Mg développe « une méthode permettant à la fois de les déceler et de les

utiliser contre les avions ennemis[76]. »

Un autre cas emblématique de la section Mg est l'opération de sabotage dont l'objectif est d'empêcher le ravitaillement allemand en pétrole roumain par le Danube en empêchant la circulation sur le Danube. Principale source d'approvisionnement en pétrole de l'Allemagne, la Roumanie, pays neutre, se trouve au cœur des tensions car elle réalise « la moitié de ses exportations vers l'Allemagne » et contrôle l'embouchure du Danube, porte sur la mer Noire pour les Allemands.

À l'instar de la section D, les Français, vont chercher à obstruer le Danube en coulant des péniches lestées de ciment au point le plus vulnérable du fleuve, les Portes de Fer. Finalement, Henri Brochu ne parvient pas à concrétiser son projet. L'une des raisons principales de cet échec est que la section Mg ne dispose pas « d'un personnel formé et disponible pour mener clandestinement une mission de sabotage sur le territoire d'un pays étranger avec lequel la France entretient des relations diplomatiques. » Autrement dit, elle ne dispose pas d'un service Action capable d'exécuter ses ordres. Elle s'est donc repliée sur la Marine pour mener l'opération mais sa demande n'a pas abouti in fine. Les détails de l'opération sont rendus publics en 1941 par les Allemands à la suite de la saisie des archives de l'EMA[77].

La relance de la politique pétrolière par le général de Gaulle en 1944

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la recherche des matières premières, notamment de pétrole, est nécessaire au redressement de la France. Or, la CFP, qui s'était vue confisquer sa part dans l'Iraq Petroleum Company (ex-Turkish Petroleum Company) durant le conflit, doit lutter pour revenir en Irak. De plus, ses « partenaires » anglo-saxons tolèrent sa gestion de la rente pétrolière mais refusent toujours de l'associer « à la prospection et à la production[78]. » Le Général de Gaulle mesure ainsi la portée de la dépendance française à l'égard du pétrole irakien. Il charge Pierre Guillaumat, ancien du BCRA, de relancer la politique pétrolière française.

Guillaumat élabore alors un plan stratégique pour faire cesser la dépendance française aux pétroliers anglo-américains. Il souhaite, d'une part, mettre fin au monopole de la CFP, trop favorable aux majors et donc contraire à l'intérêt national et approvisionner le pays avec du pétrole franc, c'est-à-dire extrait sur le sol métropolitain et impérial, d'autre part. Le 12 octobre 1945, une première étape est donc franchie avec la création d'un « groupe pétrolier d'État, apte à prospecter et à passer des accords au nom de la France ». En effet,

de Gaulle crée le Bureau de Recherches Pétrolières (BRP) et place Guillaumat à sa tête. La découverte des gisements de Lacq en France (1949), Hassi-Messaoud en Algérie (1956) ou encore Pointe-Clairette au Gabon (1956) sont autant de signes du succès de la politique menée par Guillaumat. En 1976, Guillaumat, alors président de l'ERAP fusionne avec la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (SNPA) pour créer la Société nationale Elf Aquitaine (SNEA), plus « offensive » que la CFP et étroitement liée aux services de renseignements français.

L'implication du contre-espionnage français pour le contrôle du pétrole algérien

La découverte en 1956 d'immenses gisements en Algérie dote enfin la France d'importantes réserves de pétrole sur son territoire. Elle réduit ainsi sa dépendance énergétique envers les compagnies pétrolières étrangères. L'indépendance de l'Algérie les services de renseignement français et algériens vont donc tourner à plein régime dans le domaine économique, en particulier pétrolier. Paris comprend bientôt que les négociations sur le pétrole sont biaisées car les Algériens ont toujours une longueur d'avance sur leurs homologues français. Par la suite, Paul Avril, ancien officier du 2e Bureau et attaché

au consulat d'Alger, confirme les soupçons français lorsqu'il découvre qu'Alger a un informateur au sein de la direction des affaires économiques du ministère des Affaires étrangères. La Direction de la Surveillance du territoire (DST) identifie Rachid Tabti, « conseiller en relations publiques à la Sonatrach ». Ce dernier entretient une relation amoureuse avec une secrétaire du ministère et se procure par son intermédiaire des documents sensibles. Tous deux sont arrêtés et condamnés pour « intelligence avec les agents d'une puissance étrangère » mais en représailles, Alger fait emprisonner des agents diplomatiques français accusés d'espionnage. Finalement, l'ambassadeur algérien et Pompidou se mettent d'accord pour un échange de prisonniers en 1971[79]. La même année Boumédiène décide la nationalisation totale du secteur pétrolier au grand dam de la France et de ses compagnies pétrolières qui doivent plier ou partir.

Foccart, Elf et le SDECE : trident de la politique pétrolière française en Afrique

Après l'indépendance algérienne, Paris perd la main sur une partie de ses approvisionnements en pétrole. La France se tourne alors vers les ressources pétrolières de son ancien empire colonial en Afrique de l'Ouest. Par l'intermédiaire de Jacques Foccart, du

Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage (SDECE) et de la compagnie pétrolière Elf, le Gouvernement français met en place des réseaux d'influence pour fidéliser et pérenniser les relations avec des dirigeants à la tête des États pétroliers du golfe de Guinée. Un des objectifs est de s'assurer de la stabilité politique des pays producteurs.

La pierre angulaire de ce système est Jacques Foccart, ancien du BCRA, est secrétaire général à la présidence de la République pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches sous de Gaulle puis Pompidou de 1960 à 1974. Il devient rapidement indispensable grâce au réseau très actif qu'il développe pour accomplir la politique africaine de la France. D'une part, il contribue à tisser des liens entre les présidents français et africains. D'autre part, il assure la liaison avec le SDECE ainsi que des anciens agents positionnés auprès de certains gouvernements africains. Le soutien apporté par le SDECE à la société Elf a contribué à sécuriser en partie l'approvisionnement français en pétrole. La compagnie Elf occupe une place prépondérante dans la défense des intérêts pétroliers français. Son ancien président, Loïk Le Floch-Prigent, la surnomme même « le ministère du pétrole ». Sa direction a mis en œuvre une dynamique de renseignement privée qui travaille en relation avec le réseau africain de Jacques Foccart[80].

Jacques Foccart place le Gabon, riche en pétrole, au centre de la politique africaine de la France. Il n'hésite donc pas à intervenir dans les affaires intérieures du pays. Après l'indépendance du pays en 1960, il aide Léon M'ba, président francophile, à organiser son administration. Le maintien de la stabilité politique, conforme aux intérêts de la France, s'exprime une première fois lors du putsch de Jean-Hilaire Aubame en 1964. Charles de Gaulle souhaite alors faire revenir M'ba au pouvoir. Il autorise alors une intervention militaire organisée par Foccart, Guillaumat, Robert (SDECE)[81], et Robert Ponsaillé, conseiller du groupe pétrolier et du président gabonais. M'ba est réinstallé dans sa fonction présidentielle[82]. À sa mort en 1967, le réseau Foccart installe Omar Bongo, ancien des services secrets français, à la tête du Gabon. Il règne alors sur le pays avec le soutien de la France jusqu'à sa mort en 2009.

Le cas de la guerre du Biafra au Nigéria (1967-1970) éclaire sur les capacités subversives de la France pour mettre en place un régime favorable à l'approvisionnement en pétrole de la France. Dès les années 1960, les réserves en pétrole du Nigéria se révèlent être exceptionnelles. En 1968, de Gaulle charge donc Foccart de récupérer le contrôle des gisements de pétrole nigérians, et le terminal pétrolier de Port-Harcourt (seul accès important à l'Atlantique) alors sous

contrôle anglo-saxon. À partir de sa base de Libreville au Gabon et d'Abidjan en Côte d'Ivoire, le SDECE ravitaille les sécessionnistes en armes sous couvert d'aide humanitaire. Le lieutenant-colonel Raymond Bichelot, chef de poste du SDECE à Abidjan à partir de 1963, aura un rôle central dans la conduite des opérations au Biafra. Il veille à l'approvisionnement et à l'entrainement des forces biafraises. Des mercenaires sont également mis au service de la rébellion dont Bob Denard et Jean Kay. Paris utilise donc ses services de renseignement à des fins subversives pour aider son industrie pétrolière à développer ses sources d'approvisionnement. En réalité, la guerre du Biafra est une guerre entre les compagnies pétrolières britanniques, Shell et BP, et le Français, SAFRAP, filiale du groupe français d'État (ERAP)[83]. Paris vient donc chasser sur les terres des compagnies britanniques déjà implantées depuis 1950.

Jacques Foccart orchestre efficacement les « différentes stratégies d'influence et de manipulation à l'encontre des pays producteurs de pétrole ». Son but est de maintenir un climat politique favorable au bon approvisionnement de la France en pétrole. Pour remplir cet objectif, il s'appuie sur les moyens humains des services de renseignement et des réseaux diplomatiques ainsi que sur les moyens financiers considérables qu'Elf ou ses alliés africains dégagent de la manne pétrolière.

Les pétrodollars au service de la lutte contre le communisme

Le président fait appel à lui pour réformer en profondeur le SDECE. À l'aube du premier choc pétrolier (1973-1974), Alexandre de Marenches[84] s'inquiète de l'utilisation que vont faire les pays de l'OPEP de la manne financière dégagée par « l'augmentation drastique des redevances dues par les compagnies d'exploitation. » Quatre stratégies possibles s'offrent à ses yeux : premièrement, la « guerre financière » ; deuxièmement, « les prises de participation arabes dans les sociétés françaises, potentiellement déstabilisatrices pour l'économie » ; troisièmement, « l'aide aux organisations terroristes » ; et enfin, « la corruption généralisée. » Derrière les deux dernières stratégies, il vise principalement la Libye du colonel Mouammar Kadhafi. Toutefois, il est persuadé qu'en sous-main l'URSS tire les ficelles avec pour objectif « de saper l'approvisionnement de l'Occident en pétrole[85]. »

En plein cœur de la guerre froide, il est à l'initiative d'une alliance de services de renseignement anticommunistes. Le « Safari club » créé en 1976, réunit donc les services français, iranien, égyptien, saoudien et marocain[86]. L'objectif pour Paris est la lutte contre le communisme en Afrique et au Moyen-Orient. Le SDECE profite

ainsi des pétrodollars saoudiens pour financer ses opérations et accroître son influence. En contrepartie, lors de l'insurrection de La Mecque en 1979, de Marenches appuie la demande d'intervention du GIGN auprès du président Valéry Giscard d'Estaing. Ce qui est en jeu en dehors de sa participation au « Safari club », c'est l'importance de l'Arabie saoudite pour l'industrie d'armement française. Mais également, le renouvellement de son accord pétrolier avec le royaume saoudien[87].

En outre, la France est tacitement chargée par ses partenaires de l'OTAN du rôle de « gendarme de l'Afrique ». En contrepartie, « son activisme énergétique particulièrement autoritaire est toléré[88]. » À titre d'exemple, durant la guerre civile en Angola (1975-1991), le SDECE, notamment son service Action, apporte un soutien militaire à l'UNITA, mouvement de guérilla qui lutte contre le régime communiste au pouvoir[89]. Or, l'Angola est un pays riche en pétrole, notamment la région de Cabinda. « Elf, et donc Paris, » savent ainsi activer leurs réseaux pour bénéficier de la situation sous couvert de lutte contre le communisme[90].

Conclusion

CAHIERS
DE LA
GUERRE ECONOMIQUE

Les services de renseignement ont joué un rôle déterminant lors des différentes tentatives de conquête du pétrole.

Très vite, les Britanniques ont saisi l'importance que cette ressource allait apporter au maintien de son hégémonie. Ainsi, à défaut de pouvoir l'exploiter sur son territoire, leur stratégie s'est focalisée sur une utilisation active de leur empire colonial et de ses services de renseignement. Ils ont tour à tour utilisé des espions (Lawrence d'Arabie), dessiné des États (l'Irak) et renversé des régimes (Mossadegh) pour contrôler la plupart des champs pétroliers de l'entre-deux-guerres (hors de ceux du territoire américain). La Grande Bretagne a sans doute été la première puissance à associer de manière aussi claire son potentiel de renseignement à la volonté de s'assurer une prédominance sur les gisements du Moyen-Orient et d'Iran dans la première partie du XXe siècle.

À l'opposé, la France a suivi une stratégie beaucoup plus défensive. L'usage des services de renseignement dans ses colonies n'était pas dirigé de manière prioritaire vers cette thématique. Ce n'est que tardivement que la France s'est réveillée sur la question pétrolière en usant aussi de l'arme du renseignement, plus particulièrement en Afrique.

Les Américains ont repris les méthodes offensives des services secrets britanniques après la Seconde Guerre mondiale. Ils ont interféré directement dans les changements de régimes au Moyen-Orient en mêlant adroitement la force et la diplomatie avec toujours, comme toile de fond, la perspective d'étendre leur emprise sur les gisements pétroliers.

La Russie a mobilisé ses moyens de renseignement pour préserver ses propres ressources pétrolières. Aujourd'hui, la Chine monte en puissance par rapport au pétrole compte tenu de ses besoins. Les rapprochements entamés avec l'Iran et le Venezuela et le développement de son activité sur le continent africain renforcent progressivement son influence. Ses services de renseignements semblent utiliser des méthodes relativement similaires à celles de l'ex-URSS. Ainsi, loin de se terminer au XXe siècle, la conquête de l'or noir se poursuit encore âprement de nos jours avec l'appui de services de renseignement en permanente évolution.

Notes

CAHIERS
DE LA
GUERRE ECONOMIQUE

Introduction

1 Marine Pernod, Marion Rey, Jessica Phung, Pierre Alexandre Meresse, Martin Rémi.

2 Yves Lacoste, « Le pivot géographique de l'histoire » : une lecture critique, Hérodote 2012/3-4 (n° 146-147), pages 139 à 158.

3 Rémi Kauffer, *Histoire mondiale des services secrets, de l'Antiquité à nos jours,* Paris, Perris, Collection Tempus, Paris, 2017.

4 Taline Terminassian, *Most Secret Agent of Empire: Reginald Teague-Jones, Master Spy of the Great Game*, Oxford University Press, C. Hurst & Co. (Publishers) Ltd, 2014. pp 49, 50.

5 William Engdahl, *Pétrole, une guerre d'un siècle, l'ordre mondial anglo-américain*, Paris, J.-C. Godefroy, 2007.

6 Aristocrate pionnière dans de nombreux domaines, première femme officier de renseignement britannique.

7 Rémi *Kauffer, op. cit.*

8 Steve Everly," The Top-Secret Cold War Plan to Keep Soviet Hands Off Middle Eastern Oil", Politico Magazine, 23 juin 2016.

9 National Security Council, *NSC 26 report, «Removal and Demolition of Oil Facilities, Equipment and Supplies in the Middle East»,* 19 août 1948.

10 National Security Council. *NSC 5714 report, «Protection and Conservation of Middle East Oil Resources and Facilities,»* 29 mai 1957 avec plusieurs NSC associés et memorandum du Département d'État, 1957-1963, Top Secret, Special Handling.

11 "How the NSA and GCHQ Spied on OPEC", Der Spiegel International, 11 novembre 2013.

12 Louis Adam, *« Royaume-Uni : les incroyables outils d'espionnage du GCHQ »*, *ZDNET, 15 JUILLET 2014.*

13 Pierluigi Paganini, "GCHQ used fake LinkedIn and Slashdot to hack GRX providers and OPEC", Cyber Défense Magazine, 15 novembre 2013.

14 Der Spiegel international, op. cit.

15 National Cyber Security Center (NCSC), 2019. Critical National Infrastructure. NCSC Annual review 2019.

États-Unis

16 Vincent Capdepuy, « Le « pacte du Quincy » », Billet, *Aggiornamento hist-geo* (blog), 2016.

17 L'accord engageant la firme américaine et le roi Abdelaziz al-Saoud comprend une concession de 60 ans pour explorer la partie orientale du territoire saoudien contre un versement $250.000 et quatre shillings or pour chaque tonne de pétrole produite.

18 Si le retour sur investissement se fait attendre, c'est en 1938 avec la découverte du gisement de Dammam, que les Américains se voient enfin récompensés de leur stratégie commerciale.

19 La California Arabian Standard Oil Company prend le nom d'American Oil Company (Aramco).

20 Éditions Larousse, « Encyclopédie Larousse en ligne - loi du prêt-bail ou Lend-Lease Act », s. d.

21 The World Factbook, CIA. Website. https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2244rank.html

22 Matthieu Auzanneau, Or noir, la grande histoire du pétrole, Editions La Découverte, Collection Poche, Paris, 2015.

23 Ibid.

24 Shiva Balaghi, "Silenced Histories and Sanitized Autobiographies: The 1953 CIA Coup in Iran." Biographical Research Center, 2013.

25 EXK. NSA Archives, 1947. https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/ciacase/EXA.pdf

26 Byrne, Malcolm, "CIA Confirms Role in 1953 Iran Coup." The National Security Archive. https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB435/

27 Balaghi, Shiva, "Silenced Histories and Sanitized Autobiographies: The 1953 CIA Coup in Iran." Biographical Research Center, 2013. 81 p.

28 "British - American Planning Talks", Washington, 1978. https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB435/docs/Doc%2022%20-%20October%2010-11.pdf

29 Matthieu Auzanneau, op. cit.

30 Ryckmans, G. (2020, 9 janvier). Les États-Unis n'ont-ils vraiment plus besoin du pétrole du Moyen-Orient ? RTBF Info, 9 janvier 2020.

31 Discours à l'Université Johns Hopkins le 8/07/2013.

32 CIA, "The strait of Hormuz : A vulnerable lifeline", 1979.

33 Al Jazeera, "Pentagon says US plans naval escorts for Gulf tankers. Iran | Al Jazeera", 12 juillet 2019.

34 CIA, "Iran-Irak War : some oil vulnarabilities issues", 1982.

35 Arabia, S. M. U. S," Alert : Reports of Missile or Drone Attack on Aramco Facility in Jeddah", U.S. Consulate General Jeddah. U.S. Embassy & Consulates in Saudi Arabia, 23 novembre 2020.

36 Auzanneau, M, *Or Noir, op. cit.*

37 NSA," Campaign to install pro-Western government in Iran", 1948..

38 CIA, "Analyse of ability to impede Soviet Oil production", 1981.

39 L'Europe de l'Est, terrain des luttes d'influence énergétiques entre la Russie et les États-Unis (Partie 1/3), Portail de l'IE, 2020.

Russie

40 James Henderson & Alastair Ferguson, *"International Partnership in Russia – Conclusions from the Oil and Gas Industry"*, Palgrave MacMillan, 2014

41 Matthieu Auzanneau, *« Or Noir – La grande histoire du pétrole »*, Editions La Découverte, 2015

42 Laurent Ripart, *« La Russie à la veille de la Révolution »*, Mediapart, 21 janvier 2017.

43 *"Okhrana"*, in Spartacus International Encyclopedia, 0

44 Jonathan H. Sicotte, *"Baku : Violence, Identity and Oil, 1905-1927"*, Georgetown University, 2017.

45 William F. Engdahl, *op.cit.*

46 Pierre Fontaine, *La guerre froide du pétrole*, Paris, Editions Je Sers, 1956

47 Ali Laïdi, *Histoire mondiale de la Guerre économique*, Paris, Editions Perrin, 2016

48 *"Lubyanka federation: How the FSB determines the politics and economics of Russia"*, Atlantic Council, 5 octobre 2020.

49 Thierry Wolton, Le KGB au pouvoir : le système Poutine, Paris, Editions Buchet Chastel, 2008.

50 *« Comment le KGB a noyauté l'économie »*, Courrier international, 7 janvier 2013.

51 David Teurtrie, *« La stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification »*, Flux 2008/1 (n° 71), pages 24 à 36.

52 *« La Russie et l'Occident : les conséquences d'une rivalité renouvelée »*, CSIS-SCRS, Regards sur le monde : avis d'experts, 2 juin 2015.

53 Nicolas Stiel, *« Pétrole : comment le "Machiavel russe" a convaincu Poutine de changer de stratégie »*, Challenges, 11 mars 2020.

France

54 Jacques Bergier et Bernard Thomas, *La Guerre secrète du pétrole*, Paris, Denoël, 1968.

55 Jean Guisnel, *Foccart, Elf et le sang noir de l'Afrique*, dans : Roger Faligot, *Histoire secrète de la Ve République*. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », 2007, p. 133-144.

56 Christian Harbulot, *op.cit.*

57 Alain Beltran, *L'industrie pétrolière en France pendant la Première Guerre mondiale : une prise de conscience tardive In : L'industrie dans la Grande Guerre : Colloque des 15 et 16 novembre 2016* [en ligne]. Paris : Institut de la gestion publique et du développement économique, 2018.

58 Idem.

59 Roberto Nayberg, *« Qu'est-ce qu'un produit stratégique ? L'exemple du pétrole en France 1914-1918 »*, Institut de stratégie comparée.

60 Matthieu Auzanneau, *op. cit.*

61 Alain Beltran, *op. cit.*

62 Frédéric Guelton, *La naissance du renseignement économique en France pendant la première guerre mondial*e, Revue Historique des Armées, Paris, n°4, 2001.

63 Archives du Service Historique de la Défense n° 7 N 892-893 : Listes noires (1916-1920).

64 Archives du Service Historique de la Défense n° 7 N 894-896.

65 Frank Allison, *Galician California, Galician Hell: The Peril and Promise of Oil Production in Austria-Hungary*, Bridges, Washington, D.C.: Office of Science and Technology Austria (OSTA), vol. 10, 2006.

66 Archives du Service Historique de la Défense 7 N 944-958 : Contrôles télégraphique et postal (1914-1921).

67 Olivier Forcade, *Colloque « Renseignement et espionnage durant la Première Guerre mondiale »*, 26 novembre 2014.

68 Olivier Lahaie, *La Guerre secrète en Suisse (1914-1918), Espionnage, propagande et influence en pays neutre pendant la Grande Guerre*, 2017, 282 p.

69 Archives du Service Historique de la Défense 6 N 213-389 Ravitaillement de l'ennemi et contrebande.

70 Emmanuelle Braud, *Le renseignement économique militaire en France à partir de 1916, Impératifs stratégiques et économie de guerre*, Revue historique des armées 242, 2006.

71 Archives du Service Historique de la Défense 7 N 936-942 : Allemagne (1914-1919)

72 Roberto Nayberg, *La question pétrolière en France, du point de vue de la défense nationale, de 1914 à 1928*, Université du Panthéon-Sorbonne - Paris I, thèse pour le doctorat de troisième cycle en histoire du XX^{e} siècle, soutenue en 1983.

73 Éric Bussière, *La France et les affaires pétrolières au lendemain de la Première Guerre Mondiale : la politique des groupes financiers à travers celle de la banque de l'Union Parisienne*. Histoire, économie et société, 1982, 1^{e} année, n°2, p. 313-328.

74 Christian Harbulot, « *La mutation du renseignement économique* », Prospective et stratégie, janvier 2019 (Numéro 10), p. 53-61.

75 Historique de la section D, juillet 1943, PRO HS7/3.

76 Sébastien Albertelli, *De la République à Vichy, les services secrets français et le sabotage (1939-1941), dans : Histoire du sabotage. De la CGT à la Résistance*, Paris, Perrin, Synthèses Historiques, 2016, p. 173-190.

77 Alexandre Mihaïl, « La Roumanie en 1940, enjeu des services de renseignements », Revue historique des armées, no 4, 2000, p. 79-90.

78 Samir Salut, « Politique nationale du pétrole, sociétés nationales et « pétrole franc », Revue historique, 2006/2 n° 638, p. 355-388.

79 Roger Faligot, *1962-1992 : liaisons dangereuses franco-algériennes, dans : Histoire secrète de la V^{e} République*. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », 2007, p. 345-354.

80 Loïk Le Floch-Prigent, « La confession de Le Floch-Prigent », L'express, le 12 décembre 1996.

81 Maurice Robert, illustre à lui seul les liens étroits et les passerelles entre les différentes parties prenantes. Officier du SDECE de 1954 à 1974, il occupe notamment le poste de chef de la section Afrique. Il est ensuite chargé de mission auprès du président d'Elf de 1974 à 1979, où il développe les capacités en renseignement de la compagnie. Il obtient le poste prestigieux d'ambassadeur de France au Gabon de 1979 à 1981, ce qui tend à démontrer l'importance politique du renseignement et du pétrole dans cette partie du monde.

82 Leïla Richard, *Les jeux d'influence autour du Gabon*, Infoguerre.fr, 28 décembre 2009. [

83 Alain Juillet, *Histoire des services secrets français Partie 1 : « L'heure des combats 1940 1960 »*, aassdn.org.

84 Alexandre de Marenches est nommé directeur général du SDECE par Pompidou en 1970 et occupera ce poste jusqu'en 1981.

85 Jean-Christophe Notin, *Pas de pétrole mais des idées, dans : Le maître du secret. Alexandre de Marenches. Légende des services secrets français.* Paris, Tallandier, Hors collection, 2018, p. 213-224.

86 Jean-Claude Cousseran, Philippe Hayez, *Leçons sur le renseignement*, Paris, Odile Jacob, 2017, 440 p.

87 François Malye, *1979 : l'intervention sanglante du GIGN à La Mecque, dans : Histoire secrète de la Ve République*. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », 2007, p. 322-325.

88 Christian Harbulot, *La mutation du renseignement économique, op. cit.*

89 Roger Faligot, *Services secrets en Afrique*, Le Sycomore, Paris, 1982, p. 69-71.

90 Jean Guisnel, *La République et ses curieux vendeurs d'armes : l'Angolagate*, dans : *Histoire secrète de la Ve République*. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », 2007, p. 561-565.

FORMATIONS INITIALES

• MBA1 alternance **Risques et Intelligence économique** (**RIE**)

• MBA2 alternance **Risques, Sûreté Internationale et Cybersécurité** (**RSIC**)

• MBA2 plein temps d'excellence **Stratégie et Intelligence économique** (**SIE**)

FORMATIONS EXECUTIVES

• MBA Exec **Management stratégique et intelligence économique** (**MSIE**)

• MBA Exec **Management des Risques Sûreté Internationale et Cybersécurité** (**MRSIC**)

• MBA Exec **Intelligence Juridique** (**IJ**)

• MBA Exec **Normalisation, Innovation et Intelligence Economique** (**N2IE**)

EGE Ecole de Guerre Economique

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ
GROUPE ESLSCA

Ecole de Guerre Economique
196, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél. 01 45 51 00 02

contact@ege.fr

www.ege.fr

FORMATIONS CERTIFIANTES

- **Collecte d'informations, veille et due diligence**
- **Formation Online Intelligence Economique (OIE)**
- **Les nouveaux enjeux de la donnée : data science, cybersécurité et transformation digitale (partenariat IAE Paris)**

FORMATIONS MASTERCLASS

- **Collecte d'information et Open Source Intelligence (OSINT) - 3 jours**
- **Mise en oeuvre d'une veille - 2 jours**
- **Due Diligence - 3 jours**

EGE Ecole de Guerre Economique

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ
GROUPE ESLSCA

Ecole de Guerre Economique
196, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél. 01 45 51 00 02

contact@ege.fr

www.ege.fr

ABONNEMENT

CAHIERS DE LA GUERRE ECONOMIQUE

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Pays.....

Courriel.....

Je m'abonne à partir de (mois)..... (année).....

Coupon abonnement ou sur papier libre à envoyer à : Abonnement Cahiers, Les Influences, 23 rue Bénard - 75014 Paris

Je souscris un abonnement d'un an pour *Les Cahiers de la Guerre Économique* à compter du .....

40€ pour 4 numéros ; 50% de réduction.

☐ Je paie par chèque à l'attention de L'Agence Les Influences.

☐ Je désire recevoir une facture acquittée.

.....

CPPAP : en cours - 4 N°/an

Directeur de la publication : Christian HARBULOT

Secrétaire général de rédaction : Bartol ZIVKOVIC

Assistance à l'écriture et l'édition : L'Agence Les Influences
23, rue Bénard- 75014 Paris

Conception - édition : Arnaud Lemaire, Valérie Chesselet

contact@lesinfluences.fr

N° ISBN : 978-2-490625-22-2

Commission paritaire en cours

©EGE / septembre-octobre 2021

« En France, la notion d'accroissement de puissance par l'économie se heurte à de nombreux tabous. Le monde patronal reste encore ancré à une vision concurrentielle des rapports de force. La première réunion sur la souveraineté économique qui a été organisée au sein du MEDEF a confirmé cette posture en s'interrogeant sur la nationalité des entreprises françaises. Ce n'est pas ainsi que le problème est pris en compte à Pékin, Washington ou Berlin. Les trois premières puissances économiques mondiales ont une autre grille de lecture qui associe la réussite de certaines entreprises à la construction de la puissance d'un pays. Le pétrole est sur ce point un véritable cas d'école. Les cahiers 4 et 5 de la guerre économique ont pour objectif pédagogique de souligner cette évidence. »

ISBN 978-2-490625-22-2
20 €